



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 23/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOFRAL LE GOUessant

Kéroret
56920 Saint-Gérard-Croixanvec

Références : JPLP/VLF/E/2025
Code AIOT : 0005502039

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement SOFRAL LE GOUessant implanté à Kéroret - 56920 SAINT-GÉRARD-CROIXANVEC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFRAL LE GOUessant
- Kéroret 56920 SAINT-GÉRARD-CROIXANVEC
- Code AIOT : 0005502039
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise SOFRAL à SAINT-GERAND appartient au groupe LE GOUessant. Le site de production a été racheté par le groupe en 1998. Le site produit aujourd'hui 250 000 t d'aliments par an.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 4 - Rétentions
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rétentions présentes sur le site, sont correctement dimensionnées et globalement bien entretenues.

L'une d'entre elles présente néanmoins des fissures qu'il convient de réparer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé », • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p><i>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</i></p> <p><i>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients », • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients », • dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Les produits qui sont présents sur le site et qui participent au process, sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'huile de soja, • l'huile de palme,

- l'huile de colza,
- de la mélasse,
- des acides aminés.

L'ensemble de ces produits sont stockés dans des rétentions extérieures maçonnées, dont les capacités permettent de contenir un déversement accidentel.

D'autres ingrédients liquides entrant dans le process sont stockés dans des cuves de 1 000 l dans un bâtiment sur rétention.

Les produits dangereux sont stockés dans un local dédié, sur rétention.

Le stockage aérien d'hydrocarbures (fioul et gas-oil) est sur rétention maçonnée et à l'abri.

Les eaux pluviales et les éventuelles eaux d'extinction incendie, sont recueillies au travers d'un réseau puis dirigées vers une lagune de stockage de 300 m³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Risques chroniques, Règles de gestion des rétentions et stockages associés

Prescription contrôlée :

[...]

- la capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

- l'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.

[...]

- les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Constats :

Les rétentions maçonnées contenant les huiles, mélasses et acides aminés sont apparues intègres, à l'exception d'une qui présente des fissures sur la partie supérieure. L'exploitant a déclaré être au courant et va engager des travaux.

L'exploitant a déclaré que les huiles, mélasses et acides aminés les huiles, ne sont pas incompatibles et peuvent avoir la même rétention.

Ces rétentions possèdent une vanne de vidange, celle-ci est maintenue fermée en permanence, en dehors de la vidange des eaux pluviales.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'aire de dépotage présentait des traces de produits en dehors des rétentions. L'exploitant a pris note de cette remarque et va mettre en place un dispositif de récupération des égouttures.

La lagune de stockage des eaux pluviales et des eaux d'extinction incendie, est équipée d'une vanne d'isolement et d'un séparateur d'hydrocarbure.

La vanne est en position ouverte, mais est immédiatement fermée en cas de sinistre. L'inspection a fait remarquer à l'exploitant que cette vanne devait être repérée et indiquer le sens de fermeture.

L'inspection a également constaté que l'entretien, aux abords de la lagune, doit être amélioré (végétation abondante). L'exploitant a pris note de cette remarque.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder à la remise en état de la rétention bétonnée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

